

M. le chef de Département

Washington, le 2 février 1962

No
7.11POLITIQUE BERNE
R.P. No 13
par courrierTOUR D'HORIZON DE M. GRANDJEAN
AVEC X., DIPLOMATE RUSSE

Au cours de cette conversation, X. a parlé ouvertement et avec franchise, semble-t-il. En dehors des quelques déclarations de propagande habituelle, la plupart des informations recueillies me paraissent nouvelles et intéressantes. Elles concernent les points suivants:

1. Berlin

X. est persuadé que les pourparlers soviéto-américains sur Berlin n'aboutiront pour l'instant à aucun résultat. X. fonde son opinion sur le fait que l'URSS a acquis la certitude que les Américains à Berlin-Ouest se replieront sur d'autres positions, comme ils l'ont fait d'ailleurs à Berlin-Est, c'est-à-dire qu'ils accepteront probablement, avec le temps, que Berlin-Ouest devienne une ville libre. C'est la raison pour laquelle l'URSS ne fixe plus de délai précis pour la signature de son traité de paix avec la DDR. Lors des entretiens entre Gromyko et Thompson, ce dernier aurait d'ailleurs laissé entendre que son Gouvernement adopterait par la suite une attitude plus conciliante, mais que pour l'instant il devait se montrer fort, afin de ne pas s'aliéner trop la droite républicaine, dans la perspective des élections de cette année. X. voit donc dans les entretiens Thompson / Gromyko une simple manoeuvre électorale américaine. D'ailleurs, d'après X., il en a toujours



- 2 -

été ainsi aux Etats-Unis. Chaque fois qu'un parti au pouvoir se prépare à des élections, on l'a vu entreprendre des efforts pour renouer le dialogue Est-Ouest afin de montrer à ses électeurs qu'il était en faveur d'un arrangement mais qu'il n'était par contre pas prêt à céder aux menaces.

X. voit dans l'affaire de Berlin une question de prestige des deux grandes puissances. Sa solution - et il s'agit ici d'un refrain de propagande bien connu - n'est donc pas impossible ni la réunification de l'Allemagne. Il faudra cependant du temps, car les deux peuples allemands, séparés depuis plus de quinze ans, soumis l'un et l'autre à une intense propagande, habitués à considérer la ligne de démarcation comme une frontière, ne peuvent se réconcilier ni vivre à nouveau en commun du jour au lendemain.

X. a été frappé de l'unité de vues des Alliés vis-à-vis de Berlin et tout spécialement de la similitude des thèses anglaises et américaines. Il explique l'opposition du Gouvernement de Gaulle - qu'il ne considère d'ailleurs pas comme une faille dans le front occidental - par le fait que celui-ci désire conserver le conflit de Berlin ouvert aussi longtemps que son problème algérien ne sera pas réglé. Sans l'affaire de Berlin, l'attention du monde et des Alliés occidentaux aussi se tournerait davantage vers les problèmes nord-africains.

Berlin, selon X., est également une des raisons du différend sino-soviétique. Pékin reproche à Moscou de s'être montré trop doux et refuse de croire à une "capitulation" américaine à Berlin.

2. Différend sino-soviétique

A ce sujet, X. s'exprime avec une franchise, ou en tout cas avec une liberté de parole, peu coutumière chez un diplomate soviétique lorsqu'on aborde le différend sino-soviétique. X. déclare que pour bien comprendre ce différend, il faut se rappeler l'oppression et la domination étrangères que la Chine a connues. De sa libération par les armes est né, parmi ses dirigeants, un sentiment de force, presque un complexe de supériorité, que l'expérience malheureusement assez peu concluante de ces dernières années, surtout celle des communes, a peu à peu effrité. Il en est résulté du ressentiment dont une grande partie s'est reportée sur l'URSS. La Chine lui a reproché de lui avoir préféré les pays neutralistes dans ses actions d'aide aux pays sous-développés. Elle n'a pas admis qu'elle n'ait pas été mise au bénéfice d'un traitement préférentiel. Ses attaques contre l'URSS sont des mouvements d'humeur qui se sont momentanément cristallisés soit dans des questions d'ordre idéologique, soit plus récemment dans l'affaire d'Albanie. A ce propos, X. cherche à minimiser la défection de Tirana en disant que les choses sont sur le point de s'arranger et qu'une reprise normale des relations, qui n'ont d'ailleurs jamais été rompues, a beaucoup de chance d'intervenir sous peu.

3. Marché Commun

X. aborde le premier cette question. Il voit dans le rapprochement de la Grande-Bretagne vers le Marché Commun le désir des Etats-Unis de contrôler par elle l'Europe

- 4 -

occidentale. Selon lui, il est exclu que l'Amérique fasse un jour partie d'une communauté économique, qu'on l'appelle européenne ou atlantique. Selon X., ce qui empêcherait l'Amérique de faire partie d'une communauté économique élargie serait tout d'abord ses tarifs qui, en dépit du nouveau projet de loi Kennedy, n'atteindraient jamais le niveau de ceux pratiqués en Europe. Un autre obstacle serait également constitué par les hauts salaires américains, malgré l'automation qui pourrait les abaisser quelque peu. Enfin, la conception américaine de la compétition économique est bien différente de celle de l'Europe. Les Etats-Unis, en effet, ont jusqu'à présent été peu habitués à lutter à armes égales avec l'Europe sur tous les marchés mondiaux. D'autre part, les Américains se rendent compte de la puissance économique et politique européenne qui va sous peu égaler sinon dépasser la leur. Ils vont donc tenter de la limiter en y introduisant un élément étranger - l'Angleterre - qui va dénaturer par sa présence les principes mis à la base de l'intégration européenne.

4. Suisse

X. n'a pas fait de commentaire sur la position de la Suisse vis-à-vis du Marché Commun. Toutefois, à une question de mon collaborateur lui demandant ce qu'il pensait de la neutralité suisse, X. a répondu que son pays accorderait toujours sa sympathie à un gouvernement et à un peuple qui ne montrent pas de sentiments hostiles à l'Union Soviétique.

Il a ajouté que son pays verrait avec satisfaction

- 5 -

le groupe des pays neutralistes s'accroître en nombre et en force afin de constituer un jour un troisième bloc qui pourrait peut-être amener les deux autres à se comprendre mieux.

5. Cuba

L'exclusion de Cuba de l'OEA va, selon X., créer de nouvelles dissensions au sein du système interaméricain. Jusqu'à présent, Castro, ennemi commun des Latino-Américains, avait, par le danger qu'il faisait peser sur eux, réussi à maintenir leur unité. Cet épouvantail plus ou moins écarté fera place aux habituelles petites intrigues dont l'Amérique latine a toujours été le théâtre. La dernière réunion de Punta del Este en a d'ailleurs jeté les prémises.

6. Algérie

X. pense qu'une solution interviendra en Algérie et que son peuple jouira bientôt de l'indépendance. Pour arriver à cette solution, il faudrait que de Gaulle décrète la suppression de tout ravitaillement en armes et en munitions, par une sorte de blocus contrôlé, de l'OAS en Algérie. Au début, on assistera probablement à un déchaînement violent de ces troupes rebelles, mais celles-ci, une fois privées de renfort, capituleront et le calme sera rétabli.

MR. Lindt

A.R. Lindt